



Non à l'engagement militaire de la France contre l'Iran !

Après l'envoi de missiles iraniens contre Israël, dans la nuit du 13 au 14 avril, le ministre des Affaires étrangères de Macron a revendiqué la participation militaire française à la défense d'Israël, affirmant : « *Ce sont les Iraniens qui ont attaqué Israël* » (France 2, 14 avril).

Les faits obligent pourtant à dire que, depuis six mois, c'est Netanyahu qui multiplie les provocations armées contre l'Iran et ses alliés. Dernière en date : le bombardement du consulat d'Iran à Damas (Syrie), faisant seize morts, dont de hauts responsables militaires iraniens. Bombardement d'une représentation diplomatique que ni Macron ni Biden n'ont condamné, eux qui n'ont pourtant que le « droit international » à la bouche... quand cela les arrange.

L'objectif des provocations de Netanyahu contre l'Iran est connu de tous. Il est double. D'une part, faire basculer la région dans une guerre généralisée pour obliger les États-Unis à aller plus loin encore que leur « soutien inconditionnel » en entrant ouvertement en guerre aux côtés d'Israël. De l'autre, sauver ainsi la peau de Netanyahu, coupable de génocide et menacé d'être jeté en prison pour corruption dès qu'il ne sera plus Premier ministre.

C'est Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite qui portent l'entière responsabilité de l'engrenage, comme l'écrit à juste titre le journaliste israélien Gideon Levy dans *Haaretz* : « *Si une guerre avec l'Iran devait être déclenchée cette semaine, ou si l'Iran devait lancer une attaque sérieuse contre Israël, la responsabilité en incomberait à ceux qui ont approuvé les assassinats perpétrés à Damas* » (14 avril).

Malgré ces évidences, le gouvernement Macron qui, en dépit du génocide à Gaza, livre des armes à Israël, fait aujourd'hui le choix d'engager l'armée française dans le conflit que Netanyahu cherche à provoquer contre l'Iran. Comme il a fait le choix d'annoncer un possible engagement de troupes françaises sur le terrain en Ukraine.

Pour le Parti des travailleurs, les forces qui se réclament des travailleurs, de la paix et de la démocratie doivent rompre avec Macron, condamner sa politique et cesser de voter les crédits de guerre.

**Pas un sou, pas une arme, pas un homme pour la guerre, ni pour Israël ni pour l'Ukraine !
Halte au génocide du peuple palestinien ! Levée du blocus de Gaza !**

Montreuil, le 15 avril 2024